

A Oran, les jeunes Algériens remettent à plus tard leur projet de migration

PAR NEJMA BRAHIM

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 26 AVRIL 2019



Sur la plage de Corales, près d'Oran. © NB

Les côtes oranaises sont habituées, depuis les années 2000, à voir de nombreux jeunes partir clandestinement à bord d'embarcations de fortune pour tenter de rejoindre l'Europe. Depuis le début du soulèvement populaire en Algérie, le phénomène de la *harraga* est cependant presque à l'arrêt, signe que les candidats au départ commencent à croire qu'ils ont un avenir dans leur pays natal.

Oran (Algérie), de notre envoyée spéciale.— Elle avançait aux côtés des manifestants à Oran, il y a cinq semaines, vendredi 22 mars. Une imposante barque posée sur une remorque, longue de 4 mètres et faite en bois et fer forgé, tirée par un véhicule. À l'origine de cette parade surprise, une bande de cinq amis, tous habitants de la commune de Canastel, à 10 kilomètres d'Oran. L'opération coup de poing vise à dénoncer le fléau de la *harraga*, qui pousse chaque année des jeunes – et désormais moins jeunes – à quitter leur terre natale à bord d'embarcations de fortune dans l'espoir d'une vie meilleure de l'autre côté de la Méditerranée. Le *boti* (bateau) est décoré de pancartes, avec trois slogans : « Bonne nouvelle », « C'est le dernier boti », « Il est réservé au système ».

« Nous voulions profiter des manifs pour dire stop à un phénomène qui tue, explique Nabil. On a imaginé cette mise en scène. » Son camarade Karim, à la tête de l'opération, fait appel à un menuisier, un ferronnier et un soudeur. Embarcation grandeur nature, bidons d'essence, valises et sacs de voyage, bouée de sauvetage, drapeau de l'Algérie... Aucun

détail n'est oublié, sauf peut-être le moteur ou les rames. « *Ce boti, c'est tout un symbole. À travers lui, on voulait dire au système "dégage", "sois le dernier à prendre la mer". Et pour lui, le voyage est gratuit !* », plaisante Nabil, diplômé d'un master en droit et pourtant au chômage. Du haut de ses 27 ans, il a déjà vu deux de ses amis partir clandestinement. « *Ils sont aujourd'hui à Paris. Mais beaucoup d'autres sont morts en mer et nous voulions leur rendre hommage.* »



Hamza, Amine, Zino et leurs amis ont tous tenté de partir au moins une fois. © NB

À l'issue de la marche organisée le vendredi 12 avril, des débats se tiennent à proximité de la place d'Armes, au centre-ville d'Oran, ville côtière située à 350 kilomètres à l'ouest d'Alger en direction de la frontière avec le Maroc.

Il fait encore jour mais la lumière commence à baisser. Par petits groupes dispersés, des cercles de parole se forment. Les manifestants expriment tour à tour ce qu'ils ont sur le cœur. Chacun dispose d'une bouteille en plastique en guise de micro et de deux minutes top chrono. « *Il faut continuer à se mobiliser, pour nos frères qui sont partis au péril de leur vie* », lance l'un d'eux. « *Les gens meurent en mer alors qu'ils n'ont que 20 ans ! Dans notre pays, les jeunes veulent avoir le choix. Il est temps de leur donner le pouvoir* », ajoute un adolescent qui, abandonnant le micro-bouteille, porte sa voix pour mieux se faire entendre. Non loin de là, Hamza, Amine et Zino refont le monde sous un porche ombragé. Eux trois et leurs amis sortent dans les rues de la ville, chaque vendredi depuis le début du mouvement de contestation.

À leurs yeux, le gouvernement est conscient du problème de la *harraga*. « *Il l'encourage, même ! Dans le groupe, on est tous partis au moins une fois*, note Amine. *On n'a rien dans ce pays, ni argent, ni travail.* » Lui a pris la mer en septembre dernier,

après deux tentatives ratées. « *Les premières fois, la marine nous a arrêtés en mer. Cette fois-ci, je suis arrivé en Espagne mais j'ai été expulsé ensuite.* » À 24 ans, ce diplômé en menuiserie est contraint de travailler au marché faute d'emploi. Il pointe du doigt ses amis. Hamza est cuisinier, Zino travaille un peu à la pêche. « *On a tous des compétences, et pourtant personne ne nous donne une chance* », ajoute Zino, 23 ans. Ses yeux verts se chargent d'émotion.

Très vite, Amine dégage son smartphone pour lancer une vidéo. Ce sont les images de son trajet en barque, aux côtés de quatorze autres jeunes. « *Vous voyez là, c'est moi !* » Une autre embarcation apparaît, avec à son bord des familles, parents et enfants. « *La marine nous a arrêtés, ils ont été très violents avec nous. J'ai vu un enfant se noyer sous mes yeux car ils n'ont rien voulu faire pour le sauver... Ils ont ensuite accusé le père* », rembobine-t-il, ajustant le bandana qui lui entoure le front. Un procès et une amende de 5 000 dinars (environ 25 euros, selon le taux de change en cours dans le pays) plus tard, Amine a le constat amer. « *On n'a déjà rien, on emprunte pour risquer nos vies en mer, et on nous demande de payer en plus une amende.* » Zino et lui échangent un regard complice. Ils confient avoir songé à partir de nouveau, mais la mobilisation change la donne. « *Il y a beaucoup moins de départs qu'avant. On attend tous de voir si ça va s'arranger ici parce qu'on aimerait pouvoir rester dans notre pays. Il suffirait d'un travail et d'un vrai salaire.* » Le soleil finit de se coucher sur la place d'Armes, tandis que les manifestants rentrent chez eux.

Le lendemain à La Rosa, salon de thé du centre-ville, Nabila Moussaoui fouille dans ses dossiers. Politologue et anthropologue, cette enseignante-chercheuse à l'université d'Oran travaille sur les questions migratoires depuis douze ans. Elle passe une main dans ses cheveux puis confirme : « *On note une baisse considérable des départs depuis mi-février, d'au moins 80 %. En fait, le phénomène est presque à l'arrêt, car le hirak [mouvement – ndlr] encourage le désir de changement* », analyse-t-elle, ajoutant que les Algériens osent enfin réclamer leur part d'un gâteau plein de richesses dont n'a profité

jusque-là qu'une poignée. « *C'est le système qui les poussait à la mer. Le discours a changé, on sent que les gens espèrent pouvoir rester et bâtir le pays sur de nouvelles bases.* » En 2018, les chiffres officiels enregistrent 3 200 tentatives de départs de bateaux et 80 000 harragas. « *Officieusement, on parle de 120 000 personnes ayant réussi à quitter les côtes* », note la politologue.

Le phénomène de harraga naît dans les années 2000. Le terme, qui signifie « brûler son visa » pour pouvoir rester en Europe, fait dès 2003 référence aux départs clandestins par la mer. « *Jusqu'en 2007, partir était mal perçu, car c'était considéré comme un suicide, ce qui est interdit dans la religion musulmane*, décrypte la politologue. *Après, c'est davantage la figure du héros bravant la mer pour une vie meilleure qui domine les esprits.* » C'est aussi à cette période-là que l'Algérie connaît un moment de bascule important : la Méditerranée enregistre un taux de mortalité record, contraignant les autorités à reconnaître le phénomène. Ahmed Ouyahia, alors premier ministre, évoque une « *tragédie nationale* ». « *Les départs sont plus massifs et le profil des harragas évolue. Fin 2006, je vois pour la première fois un couple partir avec un bébé, une femme coiffeuse, une étudiante orpheline ou encore une femme divorcée.* » Dès lors, l'argument n'est plus seulement économique mais aussi socio-psychologique. Les jeunes veulent pouvoir vivre comme on vit ailleurs. Les familles veulent ressentir l'égalité sociale pour pouvoir se projeter dans l'avenir. Les femmes recherchent l'émancipation.

Oran, ou « La Mecque des harragas », comme aime la surnommer Nabila Moussaoui, bénéficie des réseaux les plus aguerris pour répondre à cette demande. Sur le front de mer qui domine le port d'Oran, Zak (son prénom a été modifié à sa demande) observe l'horizon tout en jetant un œil fébrile sur son téléphone. Réceptionniste d'un hôtel situé non loin de là, il se dit préoccupé du sort de ses amis. Eux sont partis ; pas lui, malgré les préparatifs. « *Ils sont partis mi-mars et ont décidé de passer par la Turquie pour rejoindre l'Europe.* » Ils se sont rencontrés à la fac, où ils ont décroché un job, après avoir obtenu leur master en langues et génie civil. Leur diplôme ? Ils ne sont même

pas allés le récupérer à l'université. *« C'est un choix symbolique, on savait qu'il ne nous servirait à rien ! »* Dégoûtés par la corruption qui ronge le pays, leurs conditions de vie et leur faible salaire (25 000 dinars, soit 125 euros par mois), ils mûrissent l'idée de partir. *« Mon ami Imed venait parfois à la fac avec 20 dinars en poche (l'équivalent d'un café). Ça faisait au moins deux ans qu'on parlait de harraga. On devait partir par bateau en janvier, mais le mauvais temps nous a conduits à changer de plan »*, précise cet enfant des quartiers populaires.

« Tonton, tu nous emmènes avec toi ? »

Discrètement, le groupe d'amis s'organise, tient des réunions dans un café ou au domicile de l'un d'entre eux. *« Ce nouvel itinéraire via la Turquie a fait son apparition en 2013, précise Nabila Moussaoui. Il nécessite plus de préparation et d'argent, il est trois fois moins emprunté que le chemin classique vers l'Espagne. »* Ces deux dernières années, les comparses cotisent dans une caisse commune. Zak fait la liste des dépenses. *« Il faut compter 6 000 dinars [30 euros] pour le passeport algérien, 20 000 dinars [100 euros] pour le visa turc, 50 000 dinars [125 euros] pour le billet d'avion, 500 euros pour le passeur qui nous prend en charge à Thessalonique et 450 euros pour le reste du trajet. »* Une véritable expédition, qui passe par la Turquie, l'Albanie, la Grèce, la Bosnie, la Croatie ou la Serbie, puis l'Italie. *« Certains veulent vivre en France, en Allemagne ou en Pologne »,* précise ce germanophone. Plus long mais moins violent, le trajet dure de deux à trois mois, avec le risque d'être arrêté, emprisonné ou expulsé à chaque étape. Pendant des mois, le groupe s'informe autant qu'il peut : journal télévisé, météo, cartes routières, vidéos... *« Il y a des applications mobiles, comme Maps ME, qui permettent d'avoir les cartes sans connexion internet. Et on a obtenu de nombreux conseils sur Youtube »*, confie Zak.

Nabila Moussaoui est témoin du succès de cet outil. *« Ce sont des exemples de harraga réussie, d'où l'engouement. Ces jeunes ont filmé tout leur itinéraire et posté les vidéos sur Youtube. Cela fonctionne comme n'importe quel tutoriel. »* Ainsi, Zak et ses

amis savent qu'il vaut mieux traverser les rivières durant le week-end car la police et les garde-côtes y sont moins nombreux. Ils savent où se procurer des cordes et des rames dans un magasin d'Istanbul. Ils savent également qu'il ne faut dormir que trois heures par nuit dans la forêt et se relayer pour faire le guet, ou encore qu'il faut se cacher sous les camions en Serbie et Croatie. Certaines vidéos montrent comment se faufiler dans les wagons de train où sont entreposées les marchandises. *« Il faut prévoir une lame de rasoir pour déchirer le tissu et se glisser à l'intérieur, du fil à coudre et une aiguille pour refermer derrière soi »*, sourit le jeune homme. Lorsque les prémices du *hirak* se font sentir en février, tout est déjà prêt. Sauf pour Zak, dont le passeport est alors en cours de renouvellement. Impossible pour lui d'obtenir son visa dans les temps.

« Je savais que je ne pourrais finalement pas les accompagner. De leur côté, il était trop tard pour faire machine arrière, même si l'Algérie se réveillait à peine ! Ils n'ont pas voulu attendre car ils étaient désespérés. » Le 12 mars, ils disparaissent sans laisser de trace. Sur leur lieu de travail, c'est la stupéfaction générale. Si Zak se dit heureux d'avoir manifesté dans les rues d'Oran, la harraga reste dans ses pensées. S'il part, ce sera par bateau, pour s'éviter le périple de ses amis. *« Je veux toujours quitter l'Algérie, mais j'admets que la mobilisation m'a redonné espoir. Je ne suis pas le seul puisque la harraga s'est arrêtée, je le vois dans mon entourage mais aussi chez les passeurs avec qui je suis resté en contact. Avant, on comptait sept départs par bateau par semaine, jusqu'à 30 en été. En ce moment, il n'y en a plus qu'un. »* Une fréquence que confirme la chercheuse, qui note quelques cas isolés depuis début février.

Le lendemain dès l'aube, à Corales, Salim (son prénom a également été modifié) prépare sa barque pour sortir en mer. Il est 7 heures et il est temps d'aller voir si le poisson veut bien mordre à l'hameçon. Tandis que le sexagénaire charge son bateau de son matériel de pêche, il croise un groupe de jeunes installés sur le sable. *« Tonton, tu nous emmènes avec toi ? »*, lance l'un d'eux. Yassine a 19 ans. Il a déjà tenté de prendre le large à cinq reprises. *« On*

m'a attrapé en mer ou expulsé une fois arrivé. Mon grand-frère est parti cette nuit, il vient d'arriver en Espagne », chuchote-t-il, le regard dans le vide.



Yassine, entouré de ses amis Nouredine, Hamza et Hasni, à 7 heures du matin sur la plage de Corales. © NB

Son collègue Nouredine, à peine majeur, a essayé de partir sept fois. Ils dénoncent ensemble un pays ravagé par la corruption et les bandits. *« C'est un cercle vicieux. On n'a pas de travail, pas d'argent, on se met à vendre de la drogue et on finit en prison. La jeunesse de ce pays est affamée alors qu'une poignée s'est empiffrée »,* assène Yassine. Des groupes comme ceux-là, Salim est habitué à en voir. *« Ils errent sur la plage, au petit matin ou en fin de journée. Ils sont en repérage ou en attente d'informations de la part de leur passeur. »* Le pêcheur démarre le moteur, direction l'île de Paloma, à 7 kilomètres des côtes. Cela fait un moment déjà que cette île est un lieu de passage pour les candidats au départ.

Salim le pêcheur accélère tandis que la barque fait des bonds sur les vagues. *« Il y a deux manières de faire. Soit ils s'en remettent à un passeur expérimenté, qui a un bon bateau, des moteurs puissants et des contacts à la marine, soit ils se procurent eux-mêmes une barque, un moteur et un guide qui les accompagne »,* explique-t-il. Dans le premier cas, il arrive souvent que les *harragas* soient pris en charge par une petite barque à Corales, Bomo ou Bousfer et qu'ils soient emmenés à l'île de Paloma, où ils restent cachés pour la journée. Des pêcheurs prêtent alors leur barque moyennant rémunération. Une manigance qui permet de se faire plus discret et de brouiller les pistes. *« Le passeur vient ensuite les récupérer le soir avec son semi-rigide pour faire la traversée de nuit. Avant, on les croisait au moment du départ ou à proximité de l'île, mais on ne les voit presque plus »,* souffle Salim, qui ralentit la cadence au fur et à mesure qu'il approche des rochers

de Paloma. Les trois quarts des *harragas* optent pour cette option, plus sûre mais aussi plus chère que la seconde.

« Tout s'est calmé depuis deux mois »

Ces derniers temps, le principal passeur, connu sous le surnom de Tropicco, prenait entre 350 et 400 000 dinars (soit environ 2 000 euros) par personne, par traversée. À la tête d'un réseau bien rodé, il était réputé pour son matériel dernier cri et ses trajets rapides. *« Il était tellement adulé qu'on scandait son nom dans les stades de foot. Un slogan lors d'une manif disait "Arrêtez Ouyahia [l'ex-premier ministre – ndlr], relâchez Tropicco !".* Il a été arrêté fin janvier après un grave incident en mer », rappelle Salim.

Relevant le moteur pour ne pas toucher la roche sous l'eau claire, il tombe nez à nez avec une dizaine de pêcheurs. Ils accostent toujours là le temps de démêler leur filet et de comptabiliser la pêche du jour. Merlans, sardines et rougets font saliver les mouettes de l'île. *« Tout s'est calmé depuis deux mois. En temps normal, ici, vous verriez des groupes de harragas en escale »,* confie l'un d'eux. La cachette est très pratique, car inaccessible pour la marine et ses grosses embarcations. *« On voit de plus en plus de femmes et d'enfants. J'ai même vu un malade qu'ils ont embarqué sur un matelas et un handicapé dans une poussette »,* complète un second pêcheur, qui nous invite à suivre son regard en direction d'un jeune plongé dans le mutisme. *« Lui est parti l'été dernier, il a été expulsé à son arrivée en Espagne. Aujourd'hui, il ne cherche plus à repartir. Il essaie de gagner sa croûte et espère, comme nous, que l'Algérie va se relever. »* Il est déjà 10 heures et Salim aperçoit, en ressortant, la marine au loin. Ces deux grands navires effectuent, tous les jours vers ces eaux-là, leur ronde en longeant la côte. *« Parfois, on croise un de leurs semi-rigides, plus petit et rapide, leur permettant de contrôler les bateaux en mer. »* Régulièrement, il assure voir un sous-marin pointer le bout de son périscope hors de l'eau.

Mais si la surveillance semble s'être renforcée, d'après lui, une partie de la marine et de la gendarmerie est corrompue. *« Certains font de la prévention,*

en faisant du porte-à-porte pour vérifier qu'aucun harraga ne se cache dans les cabanons avant le départ. Mais d'autres touchent des bakchichs pour les laisser partir », assure Salim. De retour sur la terre ferme, il rencontre son vieil ami Lilou, 38 ans. Cet habitant de la plage partage son point de vue. « Les gendarmes viennent ici pour vérifier les embarcations laissées sur le sable. Si l'une d'entre elles n'est pas immatriculée, ils la confisquent tout de suite. Sauf qu'ils savent très bien comment ça marche : les harragas rachètent une barque, changent son immatriculation et son nom, organisent leur traversée puis l'abandonnent en Espagne », détaille le pêcheur. À Corales, Lilou sait que les bateaux se revendent ainsi, pour la somme de 350 ou 400 000 dinars. « C'est une vraie mafia ! Ils se sont fait beaucoup d'argent comme ça. »



Certains pêcheurs prêtent leur barque pour emmener les harragas à Paloma. © NB

Un peu plus loin sur la plage, Hafid (son prénom a été modifié), casquette sur la tête et visage bien plein, se remémore ses années en tant que passeur. Entre 2011 et 2017, il organise plusieurs voyages jusqu'en Espagne, où il tente de rester. Arrêté puis incarcéré dans un centre, il est renvoyé à Oran. « J'ai arrêté depuis car j'ai pris conscience des dégâts que ça occasionne », assure-t-il.

À titre d'exemple, le trentenaire évoque l'accident survenu en décembre dernier, ôtant la vie à 21 harragas. L'embarcation a pris feu alors qu'elle était au large et l'accident a été très médiatisé. « C'est à la suite de ce drame que Tropicó a été arrêté. J'ai retrouvé l'un des corps près de Paloma et appelé la marine pour qu'elle vienne le repêcher. » À

cette occasion, Hafid retrouve un sac à dos flottant dans l'eau contenant parfum, habits et claquettes. Il poste une annonce sur Facebook et une dame le contacte après avoir reconnu ces effets personnels. Ils appartenaient à son neveu, il avait 15 ans.

Hafid est bien placé pour le savoir, les passeurs achètent certains membres de la marine. Il y a trois mois, un de ses amis filme un départ depuis Bomo plage, alors que la marine est en mer. Il est alors embarqué à la brigade où on l'oblige à supprimer la vidéo. « Il y a un mois de ça, j'ai aussi vu deux semi-rigides prêts à partir, pleins de harragas. J'ai appelé la marine pour l'avertir, elle a prétexté une agression à la plage d'à côté pour ne pas mobiliser une équipe, raconte Hafid. Ce n'est pas près de s'arrêter car il y aura toujours des gens désespérés enclins à partir et d'autres qui voudront en tirer profit. » Selon Nabila Moussaoui, la harraga ne peut exister sans la complicité de certains garde-côtes. « Tropicó a été arrêté parce qu'on ne pouvait pas laisser passer une telle tragédie. Mais la marine n'a pas confisqué tout son matériel et le réseau n'a pas été démantelé. »

Si le phénomène a diminué avec la protestation, la chercheuse ne croit pas en son arrêt définitif. « Le hirak est un premier pas vers la réconciliation des Algériens avec leur pays. Ils y trouvent une cause commune qui peut laisser germer un sentiment d'appartenance nationale et une vision d'avenir commune, détaille-t-elle. Cela prendra du temps, car le système doit mettre au clair tous les dépassements qu'il a permis. S'il y parvient et qu'un réel changement est constaté, la harraga pourrait s'atténuer sur le long terme. » En attendant, Zak, Amine ou Yassine restent optimistes mais réalistes. Ils sont encore nombreux à vouloir partir mais remettent leur départ à plus tard. « J'aime mon pays et si la situation s'arrange, je serai fier de pouvoir y rester. Mais s'il n'y a rien d'ici trois mois, c'est toute l'Algérie qui partira », conclut Zak.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.